

Appel à contributions

Les statistiques de Gouvernance, Paix et Sécurité : quelles mesures pour quels résultats ?

Mireille Razafindrakoto (IRD-DIAL), François Roubaud (IRD-DIAL) et Arouna Sougané (INSTAT)

Longtemps considérées comme un hors champ de l'économie dominante (*mainstream*) et des politiques publiques, les questions de gouvernance, de paix et de sécurité (GPS) sont progressivement, depuis une vingtaine d'années, entrées au cœur de la discipline, et plus largement de l'agenda de la communauté internationale du développement, où elles se retrouvent de plain-pied aujourd'hui. L'accent mis sur la notion de gouvernance suscite souvent des interrogations en raison du paradigme qu'elle peut véhiculer, notamment quand elle est utilisée pour remettre en question le rôle de l'État. Toutefois, malgré la distance critique qu'il convient de garder par rapport à l'usage de cette notion, l'intérêt accordé à la qualité des institutions, aux questions de participation ou de redevabilité (*accountability*) dans les politiques de développement marque un tournant. L'adoption d'un ODD sur ce thème consacre cette évolution. Le fait qu'un des 17 Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015 par les Nations Unies soit centré sur la gouvernance (ODD16) constitue donc de ce point de vue une avancée majeure, d'autant plus que les ODD sont universels et engagent tous les pays du monde, alors que les OMD ne couvraient que les PED. En Afrique, la gouvernance, la paix et la sécurité font également partie des aspirations soulignées par l'agenda 2063¹.

L'adoption des ODD s'est accompagnée en parallèle de l'appel à une révolution des données (*Data Revolution*) par le Secrétaire général des Nations unies (GCEU, 2014). Le rapport sur la révolution des données prend acte du besoin croissant de statistiques dans le monde et du fossé de plus en plus large entre pays développés et en développement en matière d'accès à l'information. Il formule plusieurs recommandations pour mobiliser l'innovation technologique et les ressources financières en faveur des statistiques dans le cadre d'un partenariat entre tous les acteurs (Bédécarrats *et alii*, 2016). Pourtant, malgré ce contexte porteur, la situation en termes de statistiques reste critique, notamment en Afrique comme en atteste le dernier Rapport sur la Gouvernance en Afrique (Mo Ibrahim Foundation, 2019).² Cette alerte quant au « Data gap » sur le continent montre que les bilans alarmistes tirés dans la première moitié des années 2000 sont toujours d'actualité (Jerven, 2013 ; Devarajan, 2013, dont l'article s'intitulait : *Africa's statistical tragedy*).

Malgré les lacunes, la demande croissante a créé un formidable appel d'air en matière de statistiques GPS, avec l'émergence d'une floraison de sources statistiques (enquêtes ménages, enquêtes experts, données administratives, big data...). La statistique publique a pris la balle au bond, avec la création en 2015 d'un *City Group* sur les statistiques de gouvernance, qui doit publier début 2020 un Manuel sur le sujet (Praia Group et UNSD, 2020). L'UNODC publiait dans le même temps un Manuel sur la mesure de la corruption (UNODC *et alii*, 2018). L'Afrique quant à elle, sous l'égide de l'Union africaine, a développé sa propre méthodologie GPS, dans le cadre de sa Stratégie d'Harmonisation de la Statistique en Afrique (SHaSA ; Razafindrakoto et Roubaud, 2015 et 2019), conférant au continent une avance sur le reste du monde dans ce domaine (Cling *et alii*, 2016). Ce leadership n'est pas nouveau, puisque les premières mesures de la gouvernance dans le dispositif de statistiques officielles, initiées à Madagascar dès 1995, ont été étendues et consolidées au cours des années 2000, en Afrique d'abord, mais également en Amérique latine et en Asie et dont *Statéco* s'est largement fait l'écho (Razafindrakoto et Roubaud, 2005 ; Herrera *et alii*, 2007).

Ce numéro spécial, dont la publication est programmée en 2020, se donne pour objectif d'actualiser l'état des lieux sur la thématique GPS : conceptualisation, expériences, avancées et perspectives. Il accueille des contributions originales, aussi bien de type méthodologique (comment « mesurer » la gouvernance ?) qu'analytique (quels

¹ Aspiration 3 : « Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit » ; et Aspiration 4 (« Une Afrique pacifique et sécurisée »).

² Le jour même de la finalisation de cet appel à contributions (20/12/2019), le quotidien *Le Monde* titrait sa chronique : « L'Afrique dans le brouillard statistique ».

résultats peuvent être tirés des statistiques GPS ?). Une large palette de disciplines est convoquée : statistique, *data analysis*, économie, sciences politiques, sociologie, anthropologie, etc. Les terrains d'application sont multiples : l'Afrique bien sûr, mais également d'autres pays en développement voire des pays développés, pour une mise en perspective ; la question GPS n'étant l'apanage d'aucune région particulière. Si les propositions centrées sur la statistique publique sont au cœur de ce numéro spécial, les approches pilotées par d'autres acteurs (recherche, société civile, etc.) sont également les bienvenues. Enfin, le profil des contributeurs est ouvert, en privilégiant les auteurs du Sud.

Références

Bédécarrats F., Cling J.-P., Roubaud F. (éds) (2016), *Gouverner par les nombres en Afrique, Afrique Contemporaine*, No. 258, numéro spécial, 2016/2.

Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2016), « L'ODD 16 sur la gouvernance et sa mesure. L'Afrique en tête », *Afrique Contemporaine*, 2016/2, 258, pp. 73-93.

Devarajan S. (2013), « Africa's statistical tragedy », *Review of Income and Wealth*, 59 (S1), pp. S9–S15.

GCEU (2014), *Un monde qui compte : Mobiliser la révolution des données pour le développement durable*, Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable.

Jerven (2013), *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, Ithaca et Londres.

Herrera J., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2007), « Governance, Democracy and Poverty Reduction: Lessons drawn from household surveys in sub-Saharan Africa and Latin America », *International Statistical Review*, 75(1), pp.70-95.

Mo Ibrahim Foundation (2019), African governance report. Agenda 2063 & 2030: Is Africa on track? Mo Ibrahim Foundation.

Razafindrakoto M., Roubaud F. (2015), « Les modules *Gouvernance, Paix et Sécurité* dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (*GPS-SHaSA*) : développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Statéco* No. 109, pp.122-158.

Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté : Enseignements tirés des enquêtes 1-2-3 en Afrique francophone », *Statéco* No. 99, pp.117-141

Union Africaine (2014), Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, Union Africaine, Addis Abeba.

UNODC, UNDP, UNODC-INEGI Center of Excellence in Statistical Information on Government, Victimization and Justice (2018), *Manual on Corruption Surveys. Methodological guidelines on the measurement of bribery and other forms of corruption through sample surveys*, UNODC Research, UNODC, Vienne.

UNSD et Praia Group (2020), *Handbook on Governance Statistics*, UNSD: New York (à paraître).